



# Les politiques doivent-ils se mêler du foot ?

Les supporters du Standard et son propriétaire, Roland Duchâtelet, ont appelé le bourgmestre de Liège, Willy Demeyer (PS), et le ministre wallon de l'Économie Jean-Claude Marcourt (PS), à monter en première ligne dans le dossier du rachat du club principautaire. Faisant cela, sortent-ils de leur cadre de compétences ?



**Pascal Delwit**  
Politologue, professeur à l'ULB

« Le Standard est un vecteur d'image important »

Considérez-vous que la place d'un ministre régional de l'Économie, Jean-Claude Marcourt en l'occurrence, soit en première ligne d'un dossier comme celui de la crise traversée par le Standard ?

Il n'y a pas une réponse claire à cette question. A priori, non, sa place n'est pas dans les affaires d'un club, qui est une société privée dont les décisions sont prises par les actionnaires et le conseil d'administration. Mais il y a une ambivalence car un club de football est, qu'on le veuille ou non, une société comme les autres, avec des recettes et des dépenses, c'est aussi un employeur et un vecteur d'image pour une région et on sait que le Standard, à Liège, est quelque chose d'important. Les territoires qui ne possèdent pas de club se posent d'ailleurs la question, comme on l'a vu récemment avec la tentative de Bart De Wever de transférer des clubs vers Anvers. Il y a bel et bien un rapport entre développement économique, image et football. Cela dit, autant on peut considérer comme légitime l'intervention du bourgmestre de Liège comme médiateur, autant elle est moins évidente dans le cas d'un ministre de l'Économie, sauf à considérer qu'il est issu de cette région.

On pourrait dire qu'il y a plus d'urgence à trouver un repeneur à Arcelor Mittal qu'au Standard...

Ce n'est pas le même scénario, donc on ne peut comparer les situations. L'actionnaire principal, Roland Duchâtelet, ne souhaitait pas vendre l'entreprise et l'on n'est pas dans la situation à la Mittal qui dit « c'est moi ou c'est personne ». Ici, c'est un secteur spécifique. Le problème n'est pas économique mais réside dans une contestation de l'actionnaire principal du club et de ses décisions par les supporters.

Peut-on parler d'électorisme dans le chef du politique ?

Je ne crois pas qu'on puisse aller jusque-là mais on est dans un contexte difficile pour le bassin liégeois où, d'Arcelor Mittal au Standard, tout ce qui tend les relations et abîme l'image de la région doit être pris au sérieux par le politique.

On sait que Daerden, Reynders, Javaux, Milquet se sont beaucoup montrés au Standard, particulièrement lors des deux titres conquis après 25 ans de disette. N'y a-t-il pas un particularisme liégeois où tout semble imbriqué et qui donne à penser qu'on n'imaginerait pas que le politique bruxellois ou flamand se mêle de la vie d'Anderlecht ou du Club de Bruges ?

Il y a un sentiment identitaire plus profond dans le territoire liégeois que dans d'autres espaces mais aussi une imbrication très forte entre pouvoirs publics, parapublic, entrepreneurs privés et le club. Cela dit, ce n'est pas aussi singulier que cela. Dans le passé, Charleroi ou Mons ont reçu des soutiens politiques de taille. Et en Flandre, au-delà même du cas de De Wever à Anvers, Jean-Luc Dehaene a été un levier important pour le FC Bruges. Anderlecht est différent parce c'est à la fois un club bruxellois et un club plus largement brabançon flamand. Le sentiment d'identité territoriale n'est pas aussi fort qu'à Sclessin mais ce n'est, en vérité, absent presque nulle part même si c'est plus visible au Standard. Le football est important pour toutes les sphères de la société, y compris le personnel politique, qui y voit un vecteur de renommée pour leur région ou leur ville. De Wever n'est pas un cas esseulé. ■

Propos recueillis par  
JEAN-FRANÇOIS LAUWENS



**Jean-Claude Marcourt**  
Ministre wallon de l'Économie (PS)

« Je sors de mon cadre de compétences »

Quelle est la place d'un ministre dans les affaires internes d'un club de foot ?

Cette question, je me la suis posée aussi. Ce n'est pas le bourgmestre de Liège, Willy Demeyer, et moi-même qui nous sommes précipités pour intervenir dans ce dossier. C'est d'abord Louis Smal, président de la Famille des Rouches, qui nous a invités à une réunion pour aborder le problème. Ensuite, fin de la semaine dernière, c'est M. Duchâtelet qui nous a sollicités pour une réunion à trois. Nous avons répondu oui sans savoir ce que nous pouvions faire pour aider, mais en nous disant que la situation était importante, que le standard représentait quelque chose de fort pour notre ville, et qu'on devait s'en occuper. À la sortie de cette réunion, nous avons pris l'engagement de réunir un certain nombre de délégués des supporters, et, dans l'intervalle, M. Duchâtelet nous a annoncé son intention de vendre. Nous avons ressenti que nous avions la confiance et de M. Duchâtelet et des supporters pour tenter d'aplanir une situation devenue très aiguë. Spontanément, je ne serais pas venu en première ligne.

En tant que ministre de l'Économie, vous avez le devoir de vous soucier d'Arcelor, par exemple, qui concerne des milliers d'emplois. Le Standard a-t-il un réel impact économique sur la région ?

Les deux choses ne sont pas du même niveau. Le Standard fait vivre une centaine de personnes. Mais ça représente surtout un capital émotionnel énorme. C'est probablement le club qui est capable de drainer le plus de populations des deux principales régions du pays. Plus de 30 % des supporters sont originaires de Flandre. Le Standard est un capital immatériel extrêmement important. À partir du moment où les deux

parties concernées font appel à nous, les gens ne comprendraient pas que les hommes politiques de cette région répondent « ce n'est pas directement dans notre champ de compétences, on ne s'en occupe pas ».

Ça sort donc de vos compétences.

Ça sort de mes compétences de ministre de l'Économie. Mais je suis aussi conseiller communal à Liège, chef de groupe de mon parti au conseil communal et tout le monde sait que je suis supporter du Standard. Tout ce qui se passe dans ce club me touche. Et je pense que la situation était suffisamment grave : à partir du moment où il y a des débordements humains, des signes de violence potentielle, il faut pouvoir dire stop. Je crois que seuls les responsables d'une cité peuvent le faire.

Votre implication n'entretient-elle pas l'image dérangeante d'une classe politique liégeoise qui s'immisce dans tout : le sport, la culture, les entreprises... ?

Je crois beaucoup à la capacité du politique d'être crédible en tout s'il explique pourquoi il fait les choses. Ce que vous évoquez, c'est une sorte de connivence, que je réfute totalement. Monsieur Duchâtelet n'est d'ailleurs pas de mon parti politique.

En acceptant cette proposition, ne craignez-vous pas d'être taxé d'électoraliste ?

Je n'en fais pas une question politique. Si d'autres partis ont des idées, ils sont les bienvenus. ■

Propos recueillis par  
ELODIE BLOGIE

► P.27 COMMENT DUCHÂTELET  
COMPTE VENDRE